

En février 2019, la Banque mondiale a établi que, dans le monde, six pays seulement accordent – en théorie – les mêmes droits aux femmes et aux hommes dans les secteurs de l'économie et du travail. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ce sont chaque année trois millions de petites filles qui risquent de subir des mutilations génitales. De plus, les trois quarts des personnes qui vivent en dessous du seuil extrême de pauvreté sont des femmes, d'après les estimations de ONU Femmes. Les droits des LGBTI sont eux aussi fragiles car, malgré des progrès récents en plusieurs points du globe, ils demeurent confrontés à de vives oppositions et répressions.

Partout sur la planète, le pouvoir prend des aspects divers et le genre, en tant que concept, champ de recherches et outil d'analyse du réel, est encore peu mobilisé quand on s'intéresse à la géopolitique, ce qui occasionne des impensés et des manques dans les politiques publiques et privées.

Les décisions, discours ou prises de position d'un nombre croissant de dirigeants populistes, nationalistes en démocratie, mais aussi dans les régimes autoritaires – renforcement des inégalités et discriminations contre les femmes et les communautés LGBTI, retours en arrière sur leurs droits, combat contre la science et notamment les études de genre dans les universités, militarisation des sociétés, coups de force diplomatiques, etc. – sont profondément genrés et doivent être appréhendés comme tels.

Par ailleurs, la multiplication de révoltes politiques ou sociales menées par des femmes dans le monde montre que non seulement le combat contre les inégalités de genre est utilisé par les entrepreneures de mobilisation, mais que ces revendications vont au-delà des droits des femmes puisqu'elles peuvent aussi concerner la lutte pour la démocratie, contre les inégalités socio-économiques, contre le racisme, pour l'environnement, pour l'accès à l'éducation de toutes et de tous, etc.

Dès lors, lorsqu'on s'intéresse au genre en géopolitique, il faut rompre avec le réflexe de considérer les populations concernées uniquement comme des victimes : elles ont aussi une subjectivité, une capacité d'action politique, en temps de paix comme en temps de conflit. Le risque d'essentialisation et de généralisation existe en effet. C'est pour cette raison que plusieurs organisations internationales, à l'instar des Nations unies, plaident pour une reconnaissance du rôle des femmes dans les processus de paix et de transition politique.

Ce sont non seulement les sciences humaines et sociales qui gagnent à adopter les outils des études de genre pour analyser le réel, mais aussi la médecine, la biologie, les sciences du numérique, du fait des implications diverses des inégalités et des enjeux de genre.

Pour tenter d'alimenter ces réflexions et nourrir la décision publique et privée, l'IRIS a créé l'Observatoire Genre et Géopolitique, sous la direction de Marie-Cécile Naves, un espace de débat, de prospective et de valorisation de la recherche inter- et pluridisciplinaire ouvert à tous les publics intéressés par ces questions au niveau international. ■

OBSERVATOIRE « GENRE ET GÉOPOLITIQUE »

Sous la direction de Marie-Cécile Naves

naves@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org